

Contemporary Challenges in Political Communication

Les nouveaux médias et la réactivation du politique*

Abstract : My paper focuses on a few key aspects of the contemporary relationship between politics and New Media. Since the beginning of the Internet – and the birth of the first virtual communities – both scholars and simple users have developed ample discussions concerning the *real* potential of New Media in producing relevant changes in the political processes. Some of the traits of this new technology – interactivity, lack of intermediation, reasonable cost, speed, digitization, hypertextuality, virtuality, emergence of distributed networks – encouraged people to have hopes and to believe in different forms of *digital democracy*, and also in the *digital citizen*, who would prove to be more socially and politically active and less disappointed by politics. In the same time, though, the old metaphor of *Panopticon* reappeared, and it guided the critics of digital democracy. I think that the metaphor of *Pharmakon* fits much better to what really happens in the New Media-politics relationship; it also allows us to have the right, Aristotelian attitude that keeps off both ungrounded optimism and pessimism.

Keywords : New Media, politics, public sphere, public space, digital democracy, cyberspace.

1. Introduction

L'apparition des nouvelles technologies et moyens de communication a influencé aussi les modalités de communication, de production et de distribution des signes aussi que l'acte d'écrire ou de lire (Manovich 2001, Rodowick 2001). Loin de représenter un aspect marginal, *la culture numérique* est devenue un trait essentiel de la vie contemporaine qui tend d'acquérir une dimension globale. L'émergence de la culture numérique n'a pas produit seulement une alternative ou un supplément culturel, mais « une mutation dans l'environnement sémiotique » (Rodowick 2001, 210). Une grande partie des premières études sur ce phénomène a analysé la dimension technologique des nouveaux médias ; toutefois, dernièrement, ils sont étudiés de la perspective des implications qu'ils ont dans la vie sociale, quotidienne, psychologique, politique,

* Cet article a été publié pendant une période de recherche financée par le Programme Opérationnel Sectoriel de Développement des Ressources Humaines, dans le cadre du projet « Le développement de la capacité d'innovation et la croissance de l'impact de la recherche par des programmes postdoctoraux », POSDRU/89/1.5/S/49944.

etc. Ainsi, une des relations qui commence à devenir une « tradition » des études dans le domaine des nouveaux médias est celle avec le politique. Sans aucun doute, Internet¹ est devenu pendant les dernières années un « endroit » où beaucoup d'individus, surtout les jeunes et les personnes ayant une éducation supérieure, passent plein de temps pour s'informer, lire les nouvelles à caractère politique (surtout pendant les campagnes électorales, mais pas seulement) ou les blogs (Pew 2008). Ces individus « orientés vers la technologie » trouvent ainsi des plateformes politiques diverses qui puissent les aider non seulement à s'informer, mais aussi à créer une conduite politique plus participative et plus active, même si elle a été considérée plusieurs fois « additionnelle » à celle « réelle » de l'environnement hors ligne. La nature éminemment discursive et interactive d'Internet offre beaucoup de possibilités de reconfigurer la relation du discours politique avec la participation des citoyens. Même si l'on soutient le fait que seulement en discutant en ligne, loin des problèmes réels et de la possibilité décisionnelle on ne peut rien changer sur le plan politique, quelques études ont prouvé qu'il y a une forte connexion entre les conversations sur des thèmes politiques et la participation politique. Ainsi, l'emploi des médias est associé à la fréquence des discussions sur les thèmes politiques dans la vie quotidienne, avec la famille ou les amis (Kim, Wyatt & Katz 1999 – par rapport à Schudson 1997, pour lequel « la conversation n'est pas l'âme de la démocratie »).

Etant données les vertus, ainsi que les limites des nouvelles technologies, on se propose par cet article d'identifier une série d'implications politiques de l'utilisation des nouveaux médias, ainsi que leur capacité potentielle de revigorer la relation entre la classe politique et les citoyens, tout en offrant la note dominante de cette relation.

2. Nouveaux médias – entre « l'agora électronique » et Panoptique

Un des traits largement attribués aux nouvelles technologies est leur caractère démocratique, qui semble être déterminé par leurs multiples facettes positives – interactivité, manque d'intermédiation, coprésence de la communication verticale et horizontale, coûts convenables, vitesse de communication, absence des frontières, caractère digital, hypertextualité, dispersion, virtualité, anonymat, caractère de réseau, compression temporelle, production d'un espace de communication sans références, etc. (Bentivegna 2002, Lajoie et Guichard 2002, Manovich 2001). L'introduction des nouvelles formes d'interaction a transformé le citoyen en destinataire, aussi qu'en expéditeur, et les moyens d'information et de participation, que les nouveaux médias ont mis à sa disposition lui ont apporté (la sensation) (d') un minimum

¹ Il existe une controverse entre les partisans des expressions « l'Internet », « l'internet », « Internet » et « internet ».

de contrôle sur la vie publique. Dans ce sens, les formes de protestation ou de pression (par exemple, les pétitions en ligne) ou les réactions sur les blogs et les sites, comme le vote en ligne sont très importantes puisqu'elles peuvent contribuer à l'augmentation de la participation civique et politique et de la démocratie électronique (Thorburn et Jenkins 2003, Hilbert 2009).

En outre, la disparition de la dimension unidirectionnelle traditionnelle (le passage de la communication audiovisuelle à la diffusion sur le Web) apporte un bénéfice par rapport aux médias traditionnels, où la communication verticale est prépondérante, ainsi que le processus même de communication peut se détacher de la grande influence exercée par le journalisme classique. Maintenant, l'intermédiation réalisée par un narrateur (surtout le journaliste, le modérateur), qui imposait un certain scénario ou un fil rouge de la compréhension d'un phénomène politique, est absente (la médiation classique réalisait une sélection informationnelle *a priori*, tandis que dans le cyberspace la sélection est personnalisée et *a posteriori*); le storyteller est maintenant remplacé par l'utilisateur même, qui peut créer son propre *puzzle* composé d'images, de déclarations politiques, de commentaires spécialisés ou trouvés sur des forums, afin de surprendre/créer/expliciter une situation. Evidemment, tout cela peut être réalisé grâce à la grande vitesse des nouvelles technologies, de la liberté d'expression, ainsi que de l'anonymat choisi ou non par l'utilisateur (à voir, par exemple, le bien cité www.indymedia.org (et son réseau), qui s'est contourné comme une agence de presse décentralisée, où l'on peut publier des textes, des enregistrements audio ou vidéo, sans être censuré par un comité éditorial – les articles discriminatoires, étant quand même une exception...). Maintenant, le bloger peut être considéré une autre facette de l'homme politique, tandis que la blogosphère – une nouvelle dimension de l'expression libre des idées politiques. Le blog politique suscite une série de questions, comme la crédibilité, la manière dans laquelle il peut avoir une influence réelle, les activités qu'il facilite, le style d'écriture et d'interaction, le public cible, etc., mais, malgré le nombre réduit de lecteurs (par rapport à ceux des médias dominants), sa force est considérable (Kerbel et Bloom 2005, Johnson et Kaye 2008, Farrell et Drezner 2008, McKenna et Pole 2008, Zúñiga et al. 2010, etc.).

De plus, la possibilité d'adhérer à ou de créer une communauté virtuelle qui débattre des problématiques politiques est une autre vertu d'Internet. Les partisans des partis politiques ou les membres, mais aussi les représentants de la société civile se sont installés dans « l'agora électronique » (à voir les sites spécialisés de divers pays, tels que *politik-digital.de*; *politique-digitale.fr*; *abc-politique.com*, *politicaonline.com*; *voxpoltics.com*, etc.). La croissance du niveau d'information peut être déterminée par les nouvelles technologies, mais une mise encore plus grande en ce qui concerne leur existence est donnée par « la résurrection » de l'intérêt des citoyens pour la vie politique (au moins dans l'espace politique roumain, l'absentéisme au vote et la passivité pendant les dernières années étant des lieux communs de la discussion). Une partie des chercheurs optimistes soutient même cette augmentation du niveau de

participation et d'amélioration de la relation sociale avec des effets en dehors du cyberspace, à laquelle les nouveaux médias peuvent concourir avec succès. Pour Rheingold, un des premiers théoriciens qui a fait connu le concept de communauté virtuelle, le cyberspace a une « importance potentielle » en ce qui concerne la capacité de changer la perception de la réalité, surtout les relations sociales et les libertés politiques étant visées dans ce changement : « Le sens politique de la télématique pourrait donc être celui-là : mettre à mal le monopole de l'*establishment* sur les moyens de communication et revitaliser la démocratie de base » (Rheingold 1995, 14). Evidemment, la manière d'utiliser les nouvelles technologies reste décisive : elles peuvent contribuer à la revitalisation de la démocratie, mais elles peuvent aussi se transformer dans un substitut « attractif » du discours démocratique.

On a déjà affirmé le fait que les villes digitales ont mis les bases de la cyberdémocratie, plus ouverte et plus active (à voir Blacksburg Electronic Village project (www.bev.net), La Plaza Telecommunity (www.laplaza.org), Austin, Texas (www.ci.austin.tx.us/telecom/intelcom.htm), etc.), et cela a conduit immédiatement à l'apparition des germes de la « société civile mondiale ». Quelques projets électroniques à succès ont représenté un test du fait que, au moins au niveau local, le passage vers un *gouvernement digital*, dans lequel l'action de la population est prioritaire, et l'information et la délibération sont plus transparentes, est bien possible.

Mais, est-ce qu'on peut croire que les aspects positifs des nouvelles technologies déterminent automatiquement une amélioration de la communication politique ou qu'elles n'ont qu'un « effet démocratogène », sans aucune substance dans la vie quotidienne ? Est-ce que cette croyance dans le changement est une autre forme qui dérive d'un déterminisme technologique, grâce auquel chaque nouvelle apparition technologique suscite l'espoir vif d'un potentiel révolutionnaire qui mette la vie socio-politique sur d'autres bases ? Tout en regardant en arrière, les innovations et les inventions importantes (téléphone, imprimerie, télévision) ont marqué l'humanité et ont produit des changements culturels signifiants, mais on ne peut pas affirmer qu'elles ont déterminé l'apparition d'un autre modèle de pouvoir politique et vie sociale, basé sur décentralisation, participation, égalité des chances, etc., un modèle qui soit universellement viable. Ainsi, les chercheurs se sont divisés pendant les années '90 dans deux catégories dominantes : ceux qui, ayant une image positive des nouvelles technologies, considéraient qu'elles auraient du succès en ce qui concerne la promotion de la participation civique, des débats politiques, le développement du niveau de communication politique, étant donné le fait que les activités du gouvernement peuvent être monitorisées et sanctionnées plus facilement, et le niveau de transparence de l'exercice du pouvoir a crû considérablement. D'autres qui, tout en donnant une interprétation négative aux nouvelles technologies, ont identifié des risques concernant l'altération de la démocratie représentative et sa transformation en tyrannie, étant donnée la possibilité de créer une forme de domination technologique. Ainsi, il y a l'image

de la « technologie de la liberté » et de la « technologie du contrôle » (Bentivegna 2002, 51), de la « démocratie totale » et du « Big Brother », de « l'agora électronique » et du « Panoptique » (Rheingold 1995, 15). Vraiment, ce dualisme est réel : Internet peut représenter une plateforme utile à un discours politique interactif et bien informé, il peut stimuler la participation politique et l'intérêt pour le politique, mais, en même temps, Internet reste une technologie influencée par ses utilisateurs. Les nouveaux médias *peuvent* être utilisés pour la reproduction de l'idéologie dominante et des rapports de pouvoir qui existent dans la société à un moment donné, mais, à la fois, leur manière d'utilisation *peut* déterminer le destin de ces moyens, elle *peut* augmenter ou diminuer leur importance ou bien elle *peut* tout simplement les marginaliser. Dans ce cas, un contexte est absolument nécessaire, étant donnée l'équation qui peut expliquer ce phénomène et le grand nombre de variables difficiles à mesurer.

Tout en essayant de surmonter la dualité positif – négatif (des utopistes *versus* distopistes) et en utilisant une interprétation plus nuancée, d'autres chercheurs du phénomène ont esquissé une troisième supposition : il est possible que les nouveaux médias ne conduisent pas à une nouvelle culture politique, revitalisée et participative mais, au contraire, il est possible qu'ils prennent la forme de la culture politique actuelle, dominée par ces acteurs politiques qui accaparent les autres moyens de communication. Dans ce contexte, les nouveaux médias ne seraient pas un espace innovateur de la liberté, mais une triste extrémité des mêmes jeux de pouvoir présents à un moment donné dans la configuration socio-politique d'un pays. Néanmoins, le caractère réformateur des nouvelles technologies doit être gardé dans la politique aussi, dont le discours digital doit se redéfinir constamment, sa rhétorique, la manière d'adaptation aux caractéristiques du contexte et du public, la position centrale de l'interactivité, etc. n'étant que quelques traits que le politique doit prendre en considération lorsqu'il fait le passage de l'espace réel vers le cyberspace.

3. Les nouveaux médias – « le côté noir »

Comme dans plusieurs autres cas, les nouveaux médias démontrent leur caractère ambivalent, dual, comme un véritable *pharmakon*, dont les traits positifs se mélangent avec ceux négatifs, et le „remède” contre les problèmes des vieux médias est accompagné par d'autres « maladies ». Un court passage en revue des « défauts » d'Internet, par exemple, peut donner une idée de ses limites en ce qui concerne l'amélioration de la communication politique. De plus, quelques auteurs considèrent qu'« apparemment paradoxale, l'explication de la manière dans laquelle les éléments potentiellement positifs de la communication médiée par ordinateur peuvent devenir négatifs peut illuminer son échec dans l'amélioration de la communication publique dans le sens le plus vaste » (Bentivegna 2002, 56). Ainsi, l'accès à Internet n'est ni universel, ni égal pour tout le monde, ni au moins libre (l'expression célèbre « la fracture numérique » (*digital divide*) est encore valable). Dans quelques pays (surtout

ceux où il y a des régimes totalitaires), la possibilité de se connecter à Internet est restrictionnée sérieusement; il y a même des sanctions sérieuses, tel que la prison, pour les „aventuriers” qui osent naviguer, s’informer ou même créer leurs propres blogs. Par exemple, dans la Corée du Nord, seulement 4% des citoyens ont le droit d’utiliser Internet (les sites et les réseaux étant monitorisés par le gouvernement); Cuba, à son tour, détient le plus petit nombre d’utilisateurs de l’Amérique Latine; l’Iran, la Chine, l’Arabie Saoudite, la Syrie, le Vietnam sont d’autres pays où la censure actionne fortement à ce niveau aussi. Les sites, les blogs, les forums à thèmes politiques sont parmi les plus monitorisés de ce point de vue (à voir le cas WikiLeaks). En ce qui concerne le bénéfice « des coûts réduits », il ne s’applique pas dans le cas de Turkmenistan, par exemple, pour les citoyens dont l’accès à l’information en ligne représente un luxe, les coûts étant trop chers et les sites sur les droits de l’homme ou ceux des agences de presse internationales étant, en général, interdits. Dans une autre perspective, les hiérarchies proposées par les moteurs de recherche en ce qui concerne la relevance de certains sites ou articles ne sont pas libres de la manipulation ou de l’intrusion de l’économie (Galibert 2007, Benghozi 2010).

De plus, les difficultés que les citoyens ont en *utilisant* les nouvelles technologies ne sont pas des moindres, tenant compte que l’accès et l’utilisation nécessitent une série d’instruments (de recherche, de sélection, de vérification, etc.). Internet peut devenir facilement « un trou noir » véritable où l’on trouve avec difficulté des informations de qualité, vérifiées et crédibles. L’utilisateur doit mener sa recherche tout un partant d’un fil interprétatif, mais il doit avoir aussi la possibilité de reconnaître les informations fausses ou sans importance, de vérifier la vérité des documents ou des nouvelles, ainsi que cette modalité de s’informer soit, en effet, une opération élaborée, qui nécessite assez de ressources et qui éprouve le temps et même l’engagement des citoyens. En fait, les instruments de « navigation sur Internet » doivent être accompagnés par des instruments de recherche (si l’on parle de la fonction informative; en ce qui concerne la fonction interactive, par exemple, d’autres outils sont nécessaires). Dans ce sens, une forte motivation est nécessaire; dans la majorité des cas, cette motivation doit être suscitée en avance; ainsi, beaucoup d’auteurs considèrent que les nouvelles technologies stimulent de nouveaux intérêts dans la sphère politique ou elles rendent plus solides les intérêts des individus qui sont *déjà* dans la politique, mais pas de ceux privés d’intérêt *ab initio*. D’une part, la participation et l’information de nature politique peuvent être augmentées par les multiples opportunités apportées par les nouveaux médias, mais l’intérêt pour la sphère politique doit être assez fort et actif. D’autre part, il n’y a aucune garantie que l’accès à une documentation et à une information plus ample dans un domaine peut créer automatiquement des citoyens plus avisés, plus responsables et plus actifs du point de vue civique et politique. En outre, il y a aussi le revers de cette caractéristique initialement positive : la suprasaturation informationnelle, qui peut conduire facilement au manque d’intérêt ou à l’abandon de la participation.

Un autre problème important est celui de la *qualité du discours*. Si l'on se rapporte au cas d'Internet, selon beaucoup d'interprétations, il est l'endroit « de la cacophonie des voix », un nouveau Babel technologique, qui devient lui-même un obstacle aux discussions rationnelles, basées sur des arguments sérieux. La quantité des messages importants dans les débats en ligne (forums, chat) est encore limitée, le caractère pondéré des prises de position étant réduit, les plus nombreux étant les messages portant des perspectives extrêmes. En outre, diverses statistiques ont relevé le fait qu'une grande partie des messages est transmise, en effet, par un nombre réduit de participants à la discussion, de sorte que le discours est dominé par un groupe assez restreint. Ni le caractère fragmentaire de l'information où les sujets paraissent débattre des problématiques apparemment au hasard ne réussit pas à créer une vue d'ensemble pertinente ou à trouver les éventuels arguments nécessaires dans une certaine situation. Les conversations disparates et fractionnées ont un impact diminué sur les utilisateurs – malgré l'effet libérateur, elles ne créent pas (si oui, avec difficulté) la prémisses d'un point commun pour commencer une discussion sérieuse à caractère politique. La capacité de sélection et d'analyse de la qualité de l'information peut être difficile, comme tout autre instrument de communication, étant donné le fait qu'Internet peut être utilisé dans des buts propagandistes et que beaucoup de sujets ou d'interventions sont « faux ». De plus, le discours politique en ligne est basé surtout sur le principe du « sens commun » et ne dépasse pas trop ses limites, ainsi que l'expérience quotidienne est devenue le fondement de la médiation dans la discussion politique aussi. D'autre part, si l'on prend en considération une série de statistiques dont la conclusion est que le profil de l'utilisateur d'Internet est celui de l'individu (prépondérant masculin) bien élevé, l'espace en ligne deviendra peut-être un instrument agréé par les intellectuels, qui pourraient ainsi devenir plus actifs dans la politique aussi (il est bien connu, de Platon jusqu'à présent, le cliché selon lequel les intellectuels ne s'impliquent pas suffisamment dans la vie politique).

Une autre situation problématique est donnée par le *mécanisme d'inclusion* produit par Internet, surtout au milieu des communautés virtuelles, mais non seulement (à voir le mécanisme de connexion chez Kolb 2008 et le problème du capital social et de l'implication communautaire chez Kavanaugh et Patterson 2001). Le positionnement envers celles-ci n'est pas univoque, la relation communautés sur Internet – communautés naturelles étant intensément débattue (Sainsaulieu et al. 2010, Jankowski 2002, Fernback 2007, Haythornthwaite et Kendall 2010, etc.), les communautés politiques virtuelles pouvant doubler celles extérieures du Réseau, les remplacer; ou bien se transformer en communautés réelles. Dans toutes ces situations, la participation de l'utilisateur peut être réelle ou seulement une simulation, beaucoup de chercheurs attirant l'attention sur le risque de diminuer le besoin des individus de passer de temps ensemble dans la vie réelle, d'être solidaires et de trouver un consensus civique et politique, tout en remplaçant avec la présence online

diverses discussions, beaucoup d'entre elles n'ayant aucun impact en dehors du réseau. La sensation de participation peut être si forte de sorte qu'elle peut remplacer un activisme réel, et la présence des leaders politiques dans le cyberspace parfois ne semble pas avoir une autre nature. Ainsi, certains des politiciens traditionnels ont dans cet espace une présence « de convenance » (parce que c'est la mode maintenant), et cela peut être observé aussi dans leurs stratégies de communication, où la présence online est marginale, dans la majorité des cas. Malheureusement, le potentiel des nouveaux médias est insuffisamment exploité, ce qui peut être observé d'un premier coup d'oeil sur les sites politiques, où l'information est prédominante, mais l'*interactivité* n'est pas mise en valeur. Parfois, l'information publiée est superficielle, impersonnelle ou mal structurée et les instruments d'analyse et d'interaction, même sur des sites de campagne, ne sont pas satisfaisants. Du côté des utilisateurs, il y a beaucoup de situations où les sites pleins d'humour politique sont préférés à ceux officiels; ainsi, des études sur les campagnes en ligne des Etats Unis et de Grande Bretagne ont relevé l'utilisation d'Internet comme « une brochure électronique » (Castells 2004). Dans ce contexte, l'avertissement selon lequel l'acceptation massive d'Internet dans la vie politique ne conduit pas à un processus politique plus ouvert et participatif (Castells), semble être à prendre en considération.

Sans faire une recherche quantitative, on peut observer d'un premier coup d'oeil, la présence des leaders politiques roumains sur Internet, surtout à travers les blogs (par exemple, *ioniliescu.wordpress.com*, *nastase.wordpress.com*, *crinantonescu.ro/blog*, etc.), aussi que la présence des informations essentielles de chaque parti ou institution sur les sites afférents (à voir Guțu 2007). On peut souligner, surtout pendant les dernières campagnes électorales roumaines, les effets de l'orientation vers un candidat ou un autre en fonction de la relation sur Internet (surtout sur les blogs des politiciens). Néanmoins, la présence en ligne, tel que nous venons de préciser, ne garantit pas automatiquement une meilleure ou une plus grande participation aux débats politiques. Un autre moyen de communication (ou pseudocommunication, selon d'autres) est ouvert, mais c'est une catégorie parmi d'autres, mais pas miraculeuse, qui conduirait automatiquement à une meilleure relation entre le citoyen et la classe politique.

4. Internet – une nouvelle sphère publique ?

L'idée de transformer de nouveau la sphère publique avec l'apparition des nouvelles technologies de communication a fait toujours partie de la rhétorique associée aux « nouvelles utopies ». De plus, quelques chercheurs de la théorie de Habermas ont considéré que les nouveaux médias ont les caractéristiques nécessaires à la définir, d'autant plus qu'ils résolvent une partie des problèmes structureaux que Habermas (1998) avait identifiés en mass média. Ainsi, les nouveaux médias sont ouverts structurellement à l'échange interactif et à la pluralité des voix ; malgré cela, les inégalités concernant l'accès, par

exemple, compromettant la *représentativité* de la sphère virtuelle, tout comme son caractère fragmentaire et la décentralisation ont comme effet l'absence de toute obligation de la société dans son ensemble et le manque de toute autorité centrale, qui impose la nécessité de prendre des décisions responsables et rationnelles. Comme l'on peut observer par une brève analyse du problème, les caractéristiques positives des nouvelles technologies font que le soutien d'une meilleure sphère virtuelle publique soit raisonnable, une sphère qui réussisse à dépasser les défauts empiriques, les difficultés structurelles et la rigidité de la sphère publique traditionnelle, tandis que les traits négatifs des nouvelles technologies semblent soutenir une opinion contraire. Sans pénétrer dans les détails d'un ample débat, nous ferons référence à quelques prises de position et idées qui font le but de cet article.

Premièrement, peut-on parler de l'existence d'une nouvelle sphère publique ou bien d'un nouvel espace public ? Deuxièmement, quelles sont les relations de la sphère virtuelle et la politique ? Autrement dit, est-ce que l'utilisation des nouveaux médias dans des buts politiques a des conséquences dans la sphère publique ? La théorisation de la sphère publique a conduit à un ensemble de traits (la liberté d'expression, le manque d'importance du statut en ce qui concerne l'inclusion, l'adhésion, le domaine des intérêts communs, etc.) qui résulte directement de la théorie de Habermas et de ses critiques (à voir les critiques féministes, l'idée des contrapublics de Nancy Fraser ou celle de la sphère publique rhétorique de Gerard Hauser, etc.). L'identification des problèmes de la société, la solidification de la démocratie participative, la création de l'opinion publique et sa transformation en action politique restent des traits fondamentaux, étudiés aussi en ce qui concerne « la sphère publique 2.0 ». Si quelques auteurs ont idéalisé les vertus des nouvelles technologies et ont déclaré qu'elles constituent déjà une *sphère publique* solide, d'autres les ont réduites au statut d'*espace public*. Si quelques chercheurs ont affirmé la possibilité qu'elles donnent une nouvelle structure à l'entière sphère publique (« Je fais l'hypothèse que la révolution du cyberspace va restructurer la sphère publique mondiale, ce qui aura de profondes répercussions sur la vie démocratique », Lévy 2002, 64), d'autres ont considéré qu'elles se sont adaptées plutôt au statu quo actuel, sans contribuer trop à l'extension de nos capacités politiques (« le cyberspace n'est pas devenu l'endroit d'une nouvelle politique, qui sort de l'écran de l'ordinateur et qui revitalise la vie des citoyens et la démocratie. Au contraire, la politique habituelle dans sa complexité vitalité a envahi et accaparé le cyberspace », Margolis et Resnik 2000, 2).

L'expérience réalisée en Hollande en 1996 grâce au software « Decision Maker », qui a permis l'un des premiers débats politiques online, a relevé que les discussions politiques peuvent passer facilement dans le cyberspace, mais que, tout comme dans les milieux traditionnels, elles sont dominées par une élite, les participants au débat n'étant pas trop nombreux et l'influence sur le grand public (surtout dans le domaine de formation) étant impossible à déterminer. Ainsi, cette expérience a relevé le fait que les discussions de l'espace virtuel ne

conduisent pas automatiquement à plusieurs prises de position et qu'elles n'ont pas un effet réellement positif dans le processus politique. Même si des changements se sont produits, il est plus sûr de soutenir la possibilité d'utiliser Internet comme *espace public* (mais comme *espace privé* aussi, dans le cas des courriels ou des transferts bancaires, par exemple, ou dans beaucoup d'autres applications), au lieu de *sphère publique*. En tant qu'espace public, il est vrai que les nouvelles technologies mettent à la disposition du grand public un autre forum pour le débat et la délibération politique, mais « malgré le fait qu'Internet offre un espace additionnel pour les discussions politiques, il n'est pas infesté des insuffisances de notre système politique. Il offre un espace public, mais il ne constitue pas une sphère publique » (Papacharissi 2002, 13). Une plus grande participation aux débats à caractère politique représente un bénéfice, mais cela ne garantit pas une démocratie plus saine ou plus efficace. De plus, la diversité de nos cadres culturels des intérêts et des motivations font que l'idée de recréer une sphère publique « unitaire » (si cela est encore un desideratum à l'époque de la diversité) dans l'espace virtuel soit à peine plausible, surtout que, selon les chercheurs du phénomène, cela n'existe non plus dans l'espace hors connexion. La perception de l'espace virtuel comme un ensemble de sous-espaces fragmentaires et divers, qui s'adresse à un public formé de plusieurs publics et qui conserve la diversité, le différend, la visibilité, est plus proche de la situation réelle. Les nouvelles technologies offrent des instruments de valeur (surtout pour l'expression du désaccord (Lyotard semble avoir raison), pour obtenir le feedback des votants, par exemple, ou pour mieux analyser l'opinion publique), mais la transformation des structures économiques et politiques semble être une tâche difficile, qui implique plusieurs facteurs.

Dans ce sens, l'importance *du contexte social* dans la définition du potentiel démocratique des nouvelles technologies ne doit pas être ignorée. Ainsi, Bentivegna identifie dans le mélange des causes internes (qui sont en connexion avec les nouvelles technologies et les moyens de communication) et celles externes (le contexte socio-politique) la raison pour laquelle, jusqu'à présent, nous n'avons pas assisté à une amélioration significative de certains aspects de la vie politique avec l'apparition d'Internet : « les implications sociales et politiques de l'utilisation des nouvelles technologies ne peuvent pas être évaluées sans une appréciation des valeurs, des comportements et des attentes des citoyens dans une certaine période historico-politique » (Bentivegna 2002, 51). De même, Papacharissi nous signale l'importance des facteurs additionnels en ce qui concerne l'utilisation du potentiel démocratique des nouvelles technologies (Papacharissi 2002, 15-18), tout en détruisant l'enthousiasme de plusieurs théories par la réflexion sur la force du mot dans la sphère politique actuelle ou sur le rôle réel accordé au public dans les systèmes politiques contemporains. En outre, même si je n'insisterai pas sur ce sujet, le problème de la manière dans laquelle l'économie affecte néanmoins un moyen de communication construit à une époque capitaliste suscite une nouvelle série de questions, tout comme le problème du discours technologique vu comme

idéologie. Ainsi, quelques recherches récentes soutiennent le fait que, tout comme à l'époque fordiste du capitalisme « le discours technologique » a glorifié la capacité de la technologie d'obtenir la sécurité, la stabilité et des chances égales, tout en réduisant au minimum la nature exploitatrice du capitalisme, à l'époque postfordiste du capitalisme contemporain, le discours technologique a accentué la vertu de la technologie de donner à l'individu de la force, de l'authenticité et de la créativité, tout en réduisant la nature aliénante du capitalisme (Fisher 2010, 234).

5. Les nouveaux médias et le politique – une relation en cours de développement

Malgré les divers problèmes apparus avec les nouvelles technologies et la position marginale que la communication médiée par ordinateur semble avoir en ce qui concerne la transformation de la relation des citoyens avec la classe politique, les aspects positifs qu'elles ont apportés, ainsi que leur potentiel pas encore développé, reste encore valeureux. L'utilisation d'Internet, par exemple, même si elle n'a pas déterminé une participation civique et politique sans précédent et même si elle ne s'est pas brusquement transformée dans un portevoy de la démocratie, a réactivé, sans aucun doute, la relation avec le champ politique et l'intérêt politique, tout en contribuant à la formation d'un « espace » de discussion où il n'y a pas une grande partie des restrictions traditionnelles. L'utilisation d'Internet pendant la campagne électorale de Howard Dean (2004) reste un exemple pour le pouvoir que ce milieu exerce dans la sphère politique (Castells 2004, Zúñiga et al. 2010), et les choses sont en pleine évolution. Les chercheurs « pessimistes » soulignent, en réalité, le manque d'une modification massive et substantiale qui donne une nouvelle direction et une qualité supérieure aux choses, tout comme le manque d'un impact « décisif » des nouvelles technologies dans le domaine politique et au niveau de la participation et de la démocratisation.

La création d'un espace inédit de « rencontre », la simple constatation que les individus cherchent quelque chose de nouveau, qu'ils s'organisent sur le plan local, et parfois, sur le plan global, pour débattre les limites de la vie politique et pour proposer parfois des solutions ou des amendements, cela représente une réussite. Même si la situation ne semble pas s'améliorer d'une manière spectaculaire, peut-être que la méfiance même dans la politique actuelle peut être transformée – avec l'aide des nouveaux médias – dans la raison de changer quelques aspects de la vie politique. Internet, par soi-même, propose un nouveau modèle de démocratie, qui n'a pas un centre et qui est fondamentée sur l'idée d'une ample participation; malgré cela, il est bien connu le fait que le même instrument peut être utilisé dans plusieurs sens, ainsi qu'Internet peut être utilisé pour revitaliser la démocratie et pour bloquer l'exercice démocratique (à voir le terme *disinformocracy* chez Rheingold). Tout comme Bentivegna l'avait souligné, l'utilisation quantitative d'Internet ne conduirait pas automatiquement

au remodelage de la démocratie : « Internet et la démocratie peuvent coexister, mais il n’y a rien d’automatique dans leur développement mutuel. Internet sera un instrument de la démocratie seulement au moment où tous ceux qui naviguent le permettront » (2002, 59). Beaucoup de possibilités ouvertes par les nouveaux médias ont été valables pour le domaine politique aussi, mais beaucoup de ses vertus ne sont que potentielles et le contexte externe des nouvelles technologies reste néanmoins une des variables difficiles à contrôler dans cette équation. Le mélange d’opportunités et de limitations (internes et externes, contrôlables ou difficiles à contrôler) fait qu’une prévision de cette relation, en cours de développement, semble-t-il, soit difficile à réaliser. La mise de l’impact technologique et du changement socio-politique reste, même en dehors des formes extrêmes de déterminisme, une des influences les plus attendues des nouveaux médias. Une nouvelle croyance dans l’utopie ou une nouvelle théorie, cela reste encore à voir.

Références

- BENGHOZI, Pierre-Jean. 2010. « Les communautés virtuelles : structuration sociale ou outil de gestion ? ». Dans *Faire communauté en société. Dynamique des appartenances collectives*, sous la direction d’Ivan Sainsaulieu, Monika Salzbrunn et Laurent Amiotte-Suchet, 151-168. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- BENTIVEGNA, Sara. 2002. „Politics and New Media”. Dans *Handbook of New Media*, sous la direction de Leah A. Lievrouw and Sonia Livingstone, 50-61. London, Thousand Oaks, New Delhi : SAGE Publications.
- CASTELLS, Manuel (ed.). 2004. *The Network Society: A Cross-Cultural Perspective*. MA: Edward Elgar Publishing Ltd.
- FARRELL, Henry, and DREZNER, Daniel W. 2008. „The power and politics of blogs”. *Public Choice* 134: 15–30.
- FERNBACK, Jan. 2007. „Beyond the diluted community concept: a symbolic interactionist perspective on online social relations”. *New Media & Society* 9 (1): 49-69.
- FISHER, Eran. 2010. „Contemporary Technology Discourse and the Legitimation of Capitalism”. *European Journal of Social Theory* 13 (2): 229-252.
- GALIBERT, Olivier. 2007. „Communautés virtuelles : un risque de marchandisation ?”. Dans *Le réseau pensant. Pour comprendre la société numérique*, sous la direction de Pascal Lardellier, Philippe Ricaud, 61-68. Dijon : Editions Universitaires de Dijon.
- GUȚU, Dorina. 2007. *New Media*. București: Tritonic.
- HABERMAS, Jürgen. 1998. *Sfera publică și transformarea ei structurală. Studiul unei categorii a societății burgheze*. București: Univers.
- HAYTHORNTHWAITE, Caroline, and KENDALL, Lori. 2010. „Internet and Community”. *American Behavioral Scientist* 53(8): 1083-1094.
- HILBERT, Martin. 2009. „The Maturing Concept of E-Democracy: From E-Voting and Online Consultations to Democratic Value Out of Jumbled Online Chatter”. *Journal of Information Technology & Politics* 6 : 87–110.

- JANKOWSKI, Nicholas W. 2002. „Creating Community with Media : History, Theories and Scientific Investigations”. Dans *Handbook of New Media*, sous la direction de Leah A. Lievrouw and Sonia Livingstone, 34-49. London, Thousand Oaks, New Delhi: SAGE Publications.
- JOHNSON, Thomas J., and KAYE, Barbara K. 2009. „In blog we trust? Deciphering credibility of components of the internet among politically interested internet users”. *Computers in Human Behavior* 25: 175-182.
- KAVANAUGH, Andrea L., and PATTERSON, Scott J. 2001. „The Impact of Community Computer Networks on Social Capital and Community Involvement”. *American Behavioral Scientist* 3: 496-509.
- KERBEL, Matthew R., and BLOOM, Joel David. 2005. „Blog for America and Civic Involvement”. *Press/Politics* 10(4): 3-27.
- KIM, J., WYATT, R. O., and KATZ, E. 1999. „News, talk, opinion, participation: The part played by conversation in deliberative democracy”. *Political Communication* 16: 361-385.
- KOLB, Darl G. 2008. „Exploring the Metaphor of Connectivity: Attributes, Dimensions and Duality”. *Organization Studies* 29(01): 127-144.
- LAJOIE, Jacques et GUICHARD, Éric (sous la direction de). 2002. *Odyssée Internet. Enjeux sociaux*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- LEVY, Pierre. 2002. „Vers la cyberdémocratie”. Dans *Odyssée Internet. Enjeux sociaux*, sous la direction de Jacques Lajoie et Éric Guichard, 61-73. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- MANOVICH, Lev. 2001. *The Language of New Media*. Cambridge: MIT Press.
- MARGOLIS, M., and Resnick, D. 2000. *Politics as Usual: the Cyberspace "Revolution"*. Thousand Oaks: Sage.
- MCKENNA, Laura, and POLE, Antoinette. 2008. „What do bloggers do: an average day on an average political blog”. *Public Choice* 134: 97-108.
- PAPACHARISSI, Zizi. 2002. „The Virtual Sphere. The Internet as a Public Sphere”. *New Media & Society* 4 (1): 9-27.
- PEW RESEARCH CENTER FOR THE PRESS AND THE PEOPLE. 2008. „Social networking and online videos take off: Internet's broader role in campaign 2008”. *The Pew Research Center for the People and the Press*. <http://peoplepress.org/reports/pdf/384.pdf>.
- RHEINGOLD, Howard. 1995. *Les communautés virtuelles*. Paris : Editions Addison-Wesley.
- RODOWICK, D. N. 2001. *Reading the Figural, or, Philosophy after the New Media*. Durham: Duke University Press.
- SAINSAULIEU, Ivan, SALZBRUNN, Monika, et AMIOTTE-SUCHET, Laurent (sous la direction de). 2010. *Faire communauté en société. Dynamique des appartenances collectives*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- SCHUDSON, M. 1997. „Why conversation is not the soul of democracy”. *Critical Studies in Mass Communication* 14: 297-309.
- THORNBURN, David, and JENKINS, Henry (eds.). 2003. *Democracy and New Media*. Cambridge: MIT Press.
- ZUÑIGA, Homero Gil de, VEENSTRA, Aaron, VRAGA, Emily, and SHAH, Dhavan. 2010. „Digital Democracy: Reimagining Pathways to Political Participation”. *Journal of Information Technology & Politics* 7: 36-51.